

08/07/23

Moyens Généraux

OBJET : ARRÊTE PORTANT INTERDICTION DE PRELEVEMENT, DE CONSOMMATION, DE BAGNADE, D'ACTIVITES NAUTIQUES SUR LE COURS D'EAU DENOMME « JALLE DE BLANQUEFORT ET JALLE DU TAILLAN-MEDOC »

N° 29/2023

Le Maire de la Commune du TAILLAN-MEDOC

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2122-24 et suivants, L 2212.1 et suivants relatifs aux pouvoirs du Maire en matière de Police municipale, ainsi que les articles L2212-2 alinéa 5, L 2212-3 et 2213-23,

Vu le Code Pénal, notamment son article R 610-5,

Considérant le risque de pollution par une cyanobactérie des eaux des jalles constaté par la Gendarmerie de Saint Médard en Jalles, le 8 juillet 2023,

Considérant que les cyanobactéries, même en faible quantité peuvent se révéler toxiques ;

Considérant que, par mesure de précaution il est demandé, notamment par le référent d'atteinte à l'environnement et à la santé publique de la Gendarmerie Nationale, l'interdiction temporaire de la baignade, de la consommation et des prélèvements de toutes natures dans les Jalles,

Considérant qu'il appartient au maire de prendre les mesures nécessaires de sécurité et la salubrité publique sur le territoire de sa commune.

ARRETE

Article 1^{ER} : L'accès aux Jalles du Taillan-Médodoc et de Blanquefort ainsi que la baignade, les prélèvements d'eau, la consommation de poisson pêché, l'abreuvement des animaux, la pratique de toute activité nautique sont interdits sur le cours d'eau « la Jalle de Blanquefort et du Taillan-Médodoc » sur l'ensemble du territoire de la commune, à compter du 8 juillet 2023 jusqu'au 11 juillet 2023 à minuit, à toute heure du jour et de la nuit.

Cette interdiction s'applique sans restriction à toute personne et animal.

Article 2 : Les infractions constatées au présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 3 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa transmission en Préfecture et de sa publication électronique sur le site Internet de la Ville du Taillan-Médodoc.


Article 4 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Taillan-Médodoc ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à

- M. le Préfet
- M. le Commandant de la Gendarmerie de Blanquefort
- M. le Responsable de la Police Municipale
- M. le Directeur Général des Services
- Aux services de Bordeaux métropole.

qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Le Maire,



Agnès VERSEPUY

En vertu de la loi du 2 mars codifiée, le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter :

- de sa transmission en Préfecture le 08/07/23
- de sa publication le 08/07/23